SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 14 MAI 1878.

Rapport de la Commission de l'Intérieur chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

(Voir les Nos 106, session 1876-1877, 94, 129, 130 et 136, session 1877-1878,
de la Chambre des Représentants et 66 du Sénat.)

Présents : MM. le Baron d'HUART, Président, le Baron DE SELYS LONGCHAMPS,
VAN OCKERHOUT, LEIRENS, HUBERT et J. CASIER DE HEMPTINNE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis à nos délibérations fait justice de griefs réels et sérieux contre lesquels les populations flamandes ont protesté depuis de longues années, et dont elles ont demandé le redressement par des démarches et des pétitions nombreuses dans ces derniers temps.

Il faut bien le reconnaître, Messieurs, la population flamande forme la majorité de la population totale de la Belgique. En stricte justice, le Gouvernement doit la mettre dans la même situation vis-à-vis de l'Administration générale du pays que la population wallonne ; il doit, par l'organe de ses fonctionnaires, s'adresser en français aux Wallons et s'adresser en flamand aux Flamands.

Tel est le but de la loi qui nous est proposée.

Loin d'établir un antagonisme entre les deux fractions du pays parlant une langue différente, elle les mettra sur le pied d'égalité, et Flamands et Wallons en aimeront d'autant plus leur qualité commune de Belges.

Je sais bien que tous les désirs exprimés par les populations flamandes ne seront pas satisfaits quand on aura voté la loi proposée. En effet, qu'ont demandé les Flamands depuis 1840?

1^o Que, dans les provinces flamandes, les affaires locales de province ou de commune soient traitées en langue flamande;

2^o Que les employés du Gouvernement, dans leurs relations avec les administrations communales et avec les habitants, fassent usage de la langue flamande;

3^o Que les affaires judiciaires n'y soient instruites et plaidées qu'en flamand, à moins que l'intérêt spécial des parties n'exige de faire une exception ;

4° Qu'une Académie flamande ou une section de l'Académie royale des Sciences et des Belles-lettres, de Bruxelles, soit destinée à encourager la littérature flamande ;

5° Et que la langue flamande jouisse auprès des universités et des institutions publiques d'enseignement des mêmes bénéfices qui sont et seront accordés à la langue française.

Ces demandes si justes ont été toujours écartées ; en 1855, une commission fut constituée pour examiner les griefs des flamands et elle conclut à reconnaître que les pétitionnaires de 1840 étaient dans leur droit et ne réclamaient rien qui ne fût raisonnable.

Pendant on recula devant des difficultés imaginaires et rien ne se fit, excepté pour l'enseignement du flamand que l'on améliora et auquel on donna plus d'importance.

Les Flamands, Messieurs, ont fait preuve d'une patience admirable, et sans se décourager, ils ont commencé une lutte, non interrompue jusqu'à ce jour, que l'on appela : le *Mouvement flamand*.

Nous constatons avec plaisir que finalement ils ont été écoutés. La loi du 17 août 1873 a été une première satisfaction qui leur a été donnée ; elle a mis fin à la plupart des griefs des populations flamandes, en matière de justice répressive, et elle fonctionne sans que les inconvénients, que l'on redoutait, se soient produits. Cette loi répond au troisième paragraphe de la pétition de 1840.

La loi que nous sommes appelés à voter sera une seconde satisfaction donnée aux pétitionnaires de 1840, et répond à leurs deux premières demandes réclamant l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

Nous sommes convaincus qu'elle sera accueillie avec bonheur par nos populations et que son exécution ne rencontrera aucune difficulté sérieuse.

Un membre de la Commission déclare qu'il votera le Projet de Loi, mais qu'il ne peut se rallier aux développements donnés dans le rapport.

Plusieurs pétitions, entre autres celle du Conseil communal de Lierre, ont été envoyées à votre Commission, demandant que la loi en question fût votée dans la présente session ; nous proposons de les déposer sur le bureau du Sénat pendant la discussion.

Le Projet de Loi a été admis par la Chambre des Représentants à l'unanimité ; les membres, de votre Commission, Messieurs, espèrent qu'il en sera de même au Sénat, et ils sont unanimes à vous exprimer ce désir.

Le Président,
Baron D'HUART.

Le Rapporteur,
J. CASIER.